

Communiqué de l'Observatoire de la discrimination et de la répression syndicale sur la condamnation des salariés de Goodyear : des sanctions inacceptables !

La condamnation des 8 salariés de Goodyear à une peine de 2 ans de prison, dont 9 mois fermes, est profondément injuste et socialement inacceptable.

Ces salariés défendaient leur emploi dans une situation de grande détresse. Comme la très grande majorité des 1142 salariés de l'usine menacés de licenciement, ils luttaienent pour ne pas être condamnés au chômage et à l'exclusion sociale.

Nous dénonçons le fait que l'État, par Parquet interposé, ait traité une fois de plus les militants syndicaux comme des criminels, sans prendre en compte le fait qu'ils voulaient sauver leurs emplois, qu'ils agissaient dans une forme de légitime défense. Les cadres séquestrés ont d'ailleurs retiré leur plainte.

L'Observatoire de la Répression et des Discriminations Syndicales revendique, dans son dernier rapport (« Propositions pour Garantir le respect des droits syndicaux des salariés ») <http://observatoire-repression-syndicale.org/?p=1585>), que soit reconnue la participation à un mouvement social comme une circonstance atténuante pour les auteurs d'infractions commises à cette occasion. Cette proposition nous semble plus que jamais d'actualité.

A l'inverse, très rares sont les dirigeants d'entreprise qui sont condamnés à des peines d'emprisonnement, ou à des amendes réellement dissuasives, pour avoir enfreint les libertés syndicales et le droit de grève, pourtant inscrits dans la Constitution. Combien de dirigeants d'entreprise sont inquiétés pour avoir détruit des emplois alors que d'autres solutions existaient ? La colère des salariés est légitime quand la démocratie sociale est absente.

C'est pourquoi nous dénonçons la répression dont est victime le mouvement syndical et la quasi-immunité dont jouissent les employeurs qui bafouent les droits des salariés.

Cette situation n'est plus tenable. Le Gouvernement ferait mieux de veiller à l'effectivité du droit social dans les entreprises plutôt que de participer à cette criminalisation du mouvement syndical.

Nous sommes aux côtés des salariés de Goodyear et exigeons la levée des condamnations.